

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1973)
Heft: 240

Rubrik: Le carnet de Jeanlouis Cornuz

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Un comité de soutien pour le Portugal

- Vous avez lu les journaux, au sujet du Portugal ?
- Oui. J'aime bien. Ça fait vivant. Ça *participe*.
- N'est-ce pas ? La *Gazette de Lausanne*...
- Ah oui ! Il y a là de beaux articles, *pensés* comme on dit...
- Un nommé Leuba...
- Par exemple ! Il en sait des choses, celui-là...
- Oui... Quand il reproche aux socialistes de protester contre la présence du Portugal et de ne pas protester contre la présence de la Bulgarie, eh bien moi, vous ne le croiriez pas, j'ignorais complètement que la Bulgarie avait des colonies...
- Pas possible ?

Les colonies bulgares

- C'est comme je vous le dis ! Et j'ignorais aussi que les Bulgares massacraient les indigènes de leurs colonies. Heureusement que M. Leuba est là pour me l'apprendre.
- Oui, mais attention : il dit justement qu'on n'est pas du tout sûr qu'il y ait des massacres dans les colonies portugaises...
- Eh ! Quand on voit tout ce que les gens racontaient, voici vingt-cinq ans, sur les Allemands... Hoess, tenez, Hoess : les Polonais...
- Des communistes !
- D'accord, des communistes. N'empêche qu'ils l'ont accusé d'avoir tué trois millions et demi de Juifs...
- Et ce n'était pas vrai ?
- Bien sûr que non ! Il a pu établir qu'il n'y en avait que deux millions et demi...
- Ah ! on est toujours trop pressé d'accuser sans preuves... Pourtant, dans le cas du Portugal, n'y a-t-il pas des photos ?
- Ça se truque, les photos. Et puis — c'est ce

que dit très bien Leuba — ils s'efforcent de créer là-bas une communauté pluriraciale, et ça ne va pas tout seul.

— Voilà qui est bien vrai. Quand je pense aux difficultés qu'on a à vivre avec les Italiens...

— N'est-ce pas ? Alors là-bas, que voulez-vous, comme ils ne sont pas travailleurs, forcément, ils ne vivent pas dans la même aisance que les Européens... D'où la difficulté qu'on a à les détacher de l'envie...

— C'est un vilain défaut, l'envie...

— Je ne vous le fais pas dire. C'est comme disait mon ancêtre, le brigand Cornuz, quand il attaquait les diligences... Remarquez : attaquer les diligences, ça n'est pas rentable... Il disait : « C'est la seule manière d'amener les riches à la pauvreté évangélique ! ».

— Mais alors, ces pauvres Portugais, il faudrait leur aider...

— On le fait un peu dans la mesure de nos moyens : on leur vend des armes...

— Mais c'est les *donner* qu'il faudrait !

Une conclusion s'impose

— Voilà une idée ! Savez-vous ce que nous allons faire ? Proposer à ces Messieurs de la *Gazette* de former un Comité de soutien ! Sûrement que Bührle nous fera des prix. En faisant une collecte, par exemple le premier dimanche de chaque mois...

J. C.

Querelles de docteurs ou offensive contre les salaires

La notice de l'Institut de recherches économiques de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich qui nie en Suisse l'existence d'une inflation par les salaires a été fort mal accueillie par les milieux patronaux. S'il ne s'agissait que d'une élucubration de théoricien, ni les banques, ni le Vorort ne

se seraient émus. Mais la thèse de l'institut, avec son label universitaire, dérange la volonté politique de ces milieux décidés à comprimer les salaires.

La thèse de l'Ecole polytechnique est simple. De 1968 à 1972, deux fois seulement, en 1971 et en 1972, l'augmentation des salaires a dépassé la production du travail.

Les arguments de l'UBS

La réponse, voir la notice de l'UBS, est la suivante. La productivité n'est pas la même dans toutes les branches économiques. Dans les secteurs faibles, la hausse des salaires dépasse la productivité, d'où un effet inflationniste. D'autre part (toujours selon l'UBS), la compensation du renchérissement n'est peut-être pas cause d'inflation, mais elle le consolide ou l'accélère. Si la productivité est de 3 %, il n'est pas indifférent que la compensation du renchérissement soit de 5 % ou de 10 %.

L'essentiel n'est pas là. En fait, il n'y a pas de responsabilité initiale des augmentations de salaires dans le processus inflationniste suisse. Et c'est ce qu'ont voulu démontrer les chercheurs de Zurich.

Clair !

Faute de le comprendre (ou le comprenant trop bien), l'UBS voudrait aiguiller sur la non-compensation du renchérissement.

Voyez la conclusion : « La science économique rendrait un bien meilleur service à la politique de stabilisation si elle s'efforçait de trouver de véritables solutions au problème de l'inflation quand bien même les moyens proposés seraient impopulaires ».

Avez-vous compris ce que « moyens impopulaires » veut dire ?

Non, il ne s'agit pas seulement d'une querelle de docteurs.